

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Thunder (France) Propco III SNC

123, rue du Château
92100 Boulogne-Billancourt

Références : 0209-2026
Code AIOT : 0007002581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement Thunder (France) Propco III SNC implanté LE GRAND CHEMIN CD 947 62840 Lorgies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Thunder (France) Propco III SNC
- LE GRAND CHEMIN CD 947 62840 Lorgies
- Code AIOT : 0007002581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES (nouvel exploitant de l'établissement depuis le 01 mai 2020) fonctionne sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation daté du 21 juin 2005 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 10 avril 2015.

L'établissement Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES est soumis à autorisation au titre de la rubrique 1510 pour ses activités d'entreposage (le volume total des entrepôts est de 356 380 m³). Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 a modifié les seuils de classement de la rubrique ICPE n°1510. Depuis la parution de ce décret, un entrepôt couvert qui contient plus de 500 tonnes de matières combustibles et dont le volume est supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ est classé sous le régime de l'enregistrement.

L'établissement Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES passe ainsi du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement.

La société Logicor est le gestionnaire du portefeuille de Thunder (France) Propco III SNC de LORGIES et la société CBRE est mandataire pour la gestion locative et technique de l'actif du site de LORGIES.

Depuis janvier 2026, l'ensemble des cellules sont exploitées (sans toutefois être remplies à 100%) par un locataire qui stocke principalement des produits agro-alimentaire dans des big bags en masse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Documentations foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Analyse de risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Etude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Carnet de bord	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Vérification initiale	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
12	Impact foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Notice de vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
6	Installation protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Sans objet
8	Vérification périodique visuelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
9	Vérification périodique complète	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
10	Vérification normalisée	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
11	Remise en état suite à vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite l'inspection a pu constater que l'exploitant réalisé les contrôles périodique prévus par un organisme compétent. Des justificatifs sont néanmoins à apporter sur la documentation foudre (ARF, étude technique...) afin de clarifier ses dossiers et procéder à leurs mises à jour. Il a également été constaté en inspection le non-fonctionnement d'un compteur de foudre pour lequel l'exploitant s'est engagé à procéder à la remise en état dans les plus bref délai. L'exploitant formalisera également la procédure de suivi interne des impacts foudre sur le site

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documentations foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, document à tenir à disposition
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications
Constats : Par courriels en date du 27 février et 10 mars 2026, l'exploitant a transmis, à l'Inspection, les éléments suivants: - L'Analyse du Risque Foudre en date du 20 août 2014 pour le bâtiment D uniquement

- l'Étude Technique en date du 20 août 2014 basée sur uniquement sur l' ARF en date du 20 août 2014 pour le bâtiment D uniquement
- La notice de vérification et de maintenance en date du 2 mars 2026
- le carnet de bord remplie jusqu'en 2019
- les rapports de vérification de 2022 à 2025

L'exploitant a également un devis en date du 9 mars 2026 pour la réalisation d'une ARF et une Étude Technique pour l'ensemble des bâtiments.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'Inspection, l' ARF et l'Étude Technique pour l'ensemble des bâtiments, ainsi que l'attestation de conformité de la société ayant réalisée l'ARF et l'Étude Technique de 2014.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Analyse de risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Analyse risque foudre

Prescription contrôlée :

Une analyse de risque foudre et de l'étude technique doit être réalisée par un organisme compétent.

Constats :

Par courriels en date du 27 février et 10 mars 2026, l'exploitant a transmis, à l'Inspection, l'Analyse du Risque Foudre en date du 20 août 2014 pour le bâtiment D uniquement ainsi qu'un devis en date du 9 mars 2026 pour la réalisation d'une ARF pour l'ensemble des bâtiments.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'Inspection, l'ARF pour l'ensemble des bâtiments, ainsi que l'attestation de conformité de la société ayant réalisée l'ARF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Etude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique

Prescription contrôlée :

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
Constats : Par courriels en date du 27 février et 10 mars 2026, l'exploitant a transmis, à l'Inspection, l'Étude Technique en date du 20 août 2014 pour le bâtiment D uniquement ainsi qu'un devis en date du 9 mars 2026 pour la réalisation d'une Étude Technique pour l'ensemble des bâtiments.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'Inspection, l'Étude Technique pour l'ensemble des bâtiments, ainsi que l'attestation de conformité de la société ayant réalisée l'Étude Technique de 2014.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Carnet de bord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Carnet de bord
Prescription contrôlée : Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique
Constats : En séance l'exploitant a présenté à l'Inspection un carnet de bord. Ce carnet de bord n'est pas mis à jour avec les vérifications depuis 2019. L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'il allait procéder à la mise à jour de celui-ci.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera à l'Inspection de la mise à jour du carnet de bord depuis 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Notice de vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Notice de vérification
Prescription contrôlée : Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection
Constats : Par courriel en date du 20 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection, une notice de vérification et de maintenance en date du 2 mars 2026, réalisée par une société extérieure compétente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installation protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Installation
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'Inspection a pu constater la présence de plusieurs paratonnerres et parafoudres correspondant aux plan d'implantation et l'ARF. Par courriel en date du 20 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection la dernière version de Dossier d'Ouvrage Exécutés version 1 en date du 2 mars 2026 (version initiale en date du 28 mai 2015). L'installation a été réalisée par un organisme compétent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérification initiale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, vérification complète après installation
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation
Constats : L'exploitant a expliqué en séance ne pas avoir le rapport de vérification initiale de l'installation (faite avant la reprise de l'exploitation par l'exploitant actuel). L'exploitant a indiqué qu'il allait

interroger les précédents locataires.
La dernière vérification complète a été réalisée en 2024 par la société ayant fait la remise en état de l'installation en 2024. Ce rapport conclut à la conformité de l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'Inspection le rapport de vérification complète à réaliser par un organisme compétent distinct de celui ayant réalisé l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Vérification périodique visuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, vérification visuelle périodique
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent
Constats : Par courriel en date du 27 février 2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection, les rapports de vérification de 2022, 2023, 2024 et 2025 réalisés par un organisme compétent. Le dernier rapport de 2025 conclut à la conformité de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vérification périodique complète

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, vérification complète périodique
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent
Constats : Par courriel en date du 27 février 2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection, les rapports de vérification complète de 2022 et 2024 réalisés par un organisme compétent. Le dernier rapport de 2024 conclut à la conformité de l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Vérification normalisée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, vérification normalisée
Prescription contrôlée : La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.
Constats : Les rapports de vérifications font mention du respect des normes en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Remise en état suite à vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, remise en état
Prescription contrôlée : Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : Par courriel en date du 27 février 2026, l'exploitant a transmis à l'Inspection, les rapports de vérification de 2022, 2023, 2024 et 2025 réalisés par un organisme compétent. Les rapports de 2022 et 2023 font mention d'écarts, les travaux ont été réalisés en 2024 par un organisme compétent. L'Inspection a rappelé à l'exploitant ses obligations vis à vis du délai de remise en état. Les rapports de 2024 et 2025 ne font pas mention d'écarts.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Impact foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, agression de la foudre
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une

<p>vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de vérifications font mention de 7 compteurs d'impact foudre sur le site. Les rapports indiquent que l'ensemble de ces compteurs d'impact foudre sont à 0.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'Inspection a demandé à l'exploitant d'aller inspecter l'ensemble des compteurs 6 des 7 compteurs indiquaient 0. La valeur du dernier compteur n'était pas lisible. L'exploitant s'est engagé à remettre en état le compteur.</p> <p>En séance l'Inspection a également interrogé l'exploitant sur le suivi des impacts foudre avec une périodicité permettant de répondre à la prescription de vérification visuelle dans un délai de 1 mois suite à un impact foudre. Le locataire a répondu réalisé des rondes internes périodiques mais sans les formaliser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le justificatif de remise en état du compteur d'impact foudre ainsi que la procédure de suivi des valeurs des compteurs d'impacts foudre sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>